

Sélection : Walter Thurnherr

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **50 (2023)**

Heft 6

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Walter Thurnherr



Depuis huit ans, le Chancelier fédéral Walter Thurnherr, chef d'état-major du Conseil fédéral, était au cœur du pouvoir sans être membre du gouvernement. Par le lien direct qu'il a avec l'exécutif, ce poste est important pour les partis politiques. Walter Thurnherr est membre du Centre. Il a surpris en ne se présentant pas à sa réélection par le Parlement. Âgé de 60 ans, il jouit d'une belle notoriété. Les observateurs estiment qu'il a parfaitement rempli son mandat et que sa voix, bien que purement consultative, a eu de l'influence. Walter Thurnherr ne s'est pas contenté d'exercer sa fonction de manière sage et administrative. On lui prête une pensée analytique et rapide, et l'on apprécie ses talents d'orateur et ses traits d'esprit. Selon ses propres dires, l'humour lui permet de garder de la distance et lui rappelle qu'il existe une vie hors du Palais fédéral. Né en Argovie, il connaît aussi la vie hors de la Suisse, puisque sa carrière diplomatique, embrassée après des études de physique, l'a entraîné à Moscou et à New York. Au Département des affaires étrangères, il était au service des Suisses de l'étranger. Nombre d'entre eux estiment que plus tard, à la tête de la Chancellerie fédérale, il n'a pas fait avancer assez vite le dossier du vote électronique. Adeptes de numérique, le Chancelier a toujours rétorqué que l'e-voting nécessite une majorité, et que cela prend du temps dans le système politique suisse. Il quitte son mandat de son propre chef, après avoir confié aux médias que la dernière législature et toutes ses crises ont été difficiles. Il n'a pas encore révélé ce qu'il compte faire à l'avenir. Peut-être consacra-t-il plus de temps à son violon d'Ingres: publier des phénomènes mathématiques et physiques étonnants sur les réseaux sociaux.

SUSANNE WENGER

L'Église catholique a étouffé plus de 1000 cas d'abus sexuels

En Suisse aussi, l'Église catholique a systématiquement étouffé ou minimisé les abus sexuels pendant des décennies: tel est le résultat d'une étude menée par des historiens de l'Université de Zurich, qui mettent en évidence des transgressions problématiques, mais aussi des abus «gravissimes, systématiques, ayant duré plusieurs années». L'étude a été réalisée sur mandat de la Conférence des évêques suisses et publiée à la mi-septembre. Les historiens ont identifié, pour la période allant de 1950 à 2022, 1002 cas d'abus sexuel, 510 prévenus et 921 victimes. Selon eux, il ne s'agit là toutefois que d'une «petite partie» des cas qui se sont réellement produits, toutes les archives ecclésiastiques n'ayant pas encore été examinées. De nombreux membres de l'Église catholique ont exprimé leur consternation à la suite de ces révélations. Le nombre de défections a rapidement augmenté. (MUL)

Après l'attaque sur Israël, le Conseil fédéral envisage d'interdire le Hamas

L'attaque du Hamas en Israël et l'escalade de la violence au Proche-Orient a également provoqué une grande stupeur en Suisse. Le Conseil fédéral est en train d'examiner si le Hamas pourrait être classé au nombre des organisations interdites. Pour cela, une modification de la loi serait nécessaire. Par ailleurs, le gouvernement procède à une vérification des flux d'argent qui circulent entre la Suisse et les organisations actives dans la région, en se concentrant sur les organisations palestiniennes. Le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis, s'est aussi exprimé sur les 20 millions de francs dont bénéficie chaque année l'Office de secours pour la Palestine (UNWRA). D'après lui, il n'existe «aucune solution de rechange» à l'UNWRA, car aucune autre organisation ne pourrait se charger de ses activités en matière de soins de santé et de formation. Actuellement, près de 28 000 citoyens suisses vivent en Israël. Au moins un binational suisse-israélien a été tué lors des affrontements. (MUL)

Swiss Olympic rêve de Jeux olympiques d'hiver décentralisés et durables en Suisse en 2030

Swiss Olympic espère que la Suisse pourra accueillir les Jeux olympiques d'hiver en 2030, voire en 2034. L'association fait la promotion de son projet au moyen d'une nouvelle étude de faisabilité, qui montre que la Suisse serait en mesure d'organiser des Jeux d'hiver décentralisés et en grande partie durables. Il s'agit en quelque sorte d'aller à contre-courant du gigantisme des Jeux de ces dernières années. Les candidatures de la Suisse aux Jeux olympiques se sont jusqu'ici souvent heurtées au scepticisme des Suisses, qui ont «enterré» bon nombre de ces projets en votation populaire, souvent par crainte du montant de la facture et de l'impact sur l'environnement. Pour 2030, Swiss Olympic entend se passer du verdict du peuple et estime pouvoir financer les Jeux presque entièrement par des moyens privés. (MUL)